Corrigés des exercices : La fin de la Seconde Guerre mondiale et un nouvel ordre mondial (terminale) à télécharger en PDF

Corrigé des exercices – Terminale

Voici les corrigés des exercices d'histoire de terminale sur « La fin de la Seconde Guerre mondiale et un nouvel ordre mondial ». Chaque réponse est rédigée et expliquée, afin que tu comprennes la méthode et pas seulement le résultat. Cherche d'abord seul les exercices du chapitre, puis compare tes réponses.

Exercice 1 : Je vérifie mes connaissances : le vocabulaire

1. ONU : Organisation des Nations Unies, créée en 1945 pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Exemple : sa Charte est signée à San Francisco le 26 juin 1945.

2. Droit de veto : pouvoir des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de bloquer une décision. Exemple : l'URSS comme les États-Unis l'utilisent pour protéger leurs intérêts.

3. Crime contre l'humanité : actes inhumains (assassinat, extermination, déportation, persécution) commis contre des civils. Exemple : il est défini dans le statut du Tribunal de Nuremberg en 1945.

4. Guerre froide : affrontement entre les États-Unis et l'URSS sans guerre directe. Exemple : le blocus de Berlin (1948-1949) en est un épisode.

5. Endiguement : politique américaine qui vise à empêcher l'extension du communisme. Exemple : la doctrine Truman de 1947.

6. Démocratie populaire : nom donné par l'URSS aux régimes communistes de l'Europe de l'Est qui lui sont alliés. Exemple : la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie après 1948.

Exercice 2 : Je remets les événements dans l'ordre

1. Yalta (4-11 février 1945) ; Charte de l'ONU (26 juin 1945) ; Hiroshima (6 août 1945) ; ouverture du procès de Nuremberg (20 novembre 1945) ; doctrine Truman (12 mars 1947) ; discours de Marshall (5 juin 1947) ; blocus de Berlin (24 juin 1948) ; création de l'OTAN (4 avril 1949).

2. Yalta, la Charte de l'ONU, Hiroshima et l'ouverture du procès de Nuremberg.

3. La doctrine Truman, le discours de Marshall, le blocus de Berlin et la création de l'OTAN (1947-1949).

Exercice 3 : Calculer des durées

1. Du 4 février au 8 mai 1945 : 3 mois et 4 jours.

2. Du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946 : 10 mois et 11 jours, soit un peu moins d'un an.

3. Du 12 mars au 5 juin 1947 : 2 mois et 24 jours.

4. Du 24 juin 1948 au 12 mai 1949 : 10 mois et 18 jours.

Exercice 4 : Légender la carte de l'Europe divisée

1. A : pays de l'Europe occidentale bénéficiaires du plan Marshall (et RFA). B : URSS et démocraties populaires ; C : Yougoslavie, communiste mais qui a rompu avec Moscou en 1948. D : pays non aidés ou neutres (Espagne, Finlande) ; E : le « rideau de fer ».

2. 1 : Berlin ; 2 : Paris ; 3 : Londres ; 4 : Moscou ; 5 : Rome ; 6 : Varsovie.

3. Zone A : France, Italie, Royaume-Uni (aussi Belgique, Pays-Bas, Grèce…) ; zone B : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie (aussi Roumanie, Bulgarie, URSS…).

4. Berlin est occupée par les quatre puissances alors que la ville se trouve en zone soviétique : Berlin-Ouest est une enclave occidentale entourée par la zone soviétique, ce qui en fait un enjeu majeur du bras de fer entre les deux blocs.

Exercice 5 : L'Allemagne occupée

1. A : zone américaine (Bavière, Hesse…) ; B : zone française (sud-ouest) ; C : zone britannique (nord-ouest, y compris la Ruhr) ; D : zone soviétique (est).

2. Le tracé E figure la limite entre zone soviétique et zones occidentales, qui devient la frontière entre RFA et RDA en 1949.

3. Berlin, ville située dans la zone soviétique, est divisée en quatre secteurs occupés par les quatre vainqueurs : Berlin-Ouest sera enclavée dans la future RDA.

4. La zone soviétique correspond à l'est de l'Allemagne : elle a été occupée par l'Armée rouge en 1945, et l'Allemagne avait perdu des territoires à l'est au profit de la Pologne (frontière Oder-Neisse).

Exercice 6 : La Charte des Nations Unies

1. C'est le préambule et un article de la Charte des Nations Unies, traité international signé à San Francisco le 26 juin 1945 par 50 États, qui fonde l'ONU.

2. Préserver les générations futures du fléau de la guerre, qui a infligé deux fois à l'humanité d'indicibles souffrances.

3. Les droits fondamentaux de l'homme, la dignité de la personne humaine, l'égalité des hommes et des femmes et celle des nations grandes et petites.

4. Les États membres ne doivent pas recourir à la menace ou à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État : seuls les moyens pacifiques sont permis.

5. La Société des Nations (1919) n'a pas pu empêcher les agressions des années 1930 faute de moyens de contrainte et de la participation de toutes les grandes puissances. L'ONU cherche à créer une organisation plus efficace, avec un Conseil de sécurité et les États-Unis et l'URSS parmi ses membres.

Exercice 7 : Nuremberg : le discours du procureur Jackson

1. C'est un extrait du discours d'ouverture prononcé le 21 novembre 1945 à Nuremberg devant le Tribunal militaire international par Robert Jackson, juge à la Cour suprême des États-Unis et procureur général pour les États-Unis.

2. Le procès des principaux dirigeants nazis pour des crimes contre la paix du monde : c'est la première fois que des dirigeants d'un État sont jugés par un tribunal international.

3. Parce que ces torts ont été « calculés, malveillants et dévastateurs » : la civilisation ne pourrait pas survivre à leur répétition.

4. Les vainqueurs, qui auraient pu se venger, acceptent de soumettre leurs prisonniers à un jugement fondé sur le droit : la force s'incline devant la raison.

5. Il affirme que les crimes les plus graves doivent être jugés, et que ce jugement est un acte de civilisation : c'est le fondement d'une justice pénale internationale.

Exercice 8 : Les crimes jugés à Nuremberg

1. Il s'agit de l'article 6 du statut annexé à l'accord de Londres signé le 8 août 1945 par les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France.

2. Les crimes contre la paix et les crimes contre l'humanité (l'extrait omet les crimes de guerre).

3. Elle permet de juger des actes commis contre des civils par un État, même avant la guerre et même si le droit national les autorisait. C'est une rupture avec la tradition qui limitait le droit de la guerre aux combats.

4. Les crimes contre la paix visent la préparation et le déclenchement de la guerre, et les crimes contre l'humanité l'extermination et la déportation de civils, dont la Shoah, ainsi que les persécutions raciales ou religieuses.

5. C'est l'article 8 du statut : le fait d'avoir agi sur ordre ne libère pas l'accusé de sa responsabilité, mais peut seulement adoucir la peine.

Exercice 9 : Le verdict de Nuremberg

1. C'est un tableau des sentences du Tribunal militaire international de Nuremberg, établi à partir du jugement du 1er octobre 1946.

2. 12 + 3 + 4 + 3 = 22 : le total est correct. Sept accusés sont condamnés à une peine de prison (3 + 4).

3. 12 sur 22, soit environ 55 % des accusés jugés.

4. Les trois acquittements montrent que les juges ont examiné les preuves cas par cas et ne condamnent pas systématiquement : c'est un argument contre l'accusation de « justice des vainqueurs ».

Exercice 10 : La doctrine Truman

1. Extrait du discours que le président Harry Truman prononce le 12 mars 1947 devant le Congrès pour obtenir une aide à la Grèce et à la Turquie.

2. Le premier mode de vie repose sur la volonté de la majorité (élections libres, libertés individuelles) ; le second sur la contrainte d'une minorité (terreur, presse contrôlée, élections truquées).

3. Les États-Unis soutiendront les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou par des pressions extérieures.

4. Parce qu'il pense que la misère nourrit le communisme : l'aide doit rétablir la stabilité économique et un fonctionnement politique ordonné.

5. Truman engage les États-Unis à s'opposer partout à l'extension du communisme sans reprendre les territoires déjà contrôlés : c'est la logique de l'endiguement.

Exercice 11 : Le rapport Jdanov

1. Il s'agit d'un extrait d'un rapport sur la situation internationale présenté fin septembre 1947 à Szklarska Poręba (Pologne) par Andreï Jdanov, dirigeant soviétique, devant les délégués de neuf partis communistes, qui fondent le Kominform.

2. Le camp impérialiste et antidémocratique d'un côté, le camp anti-impérialiste et démocratique de l'autre.

3. Dans le premier : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ; dans le second : l'URSS, les « nouvelles démocraties », la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.

4. Chaque camp utilise le mot « démocratie » pour se légitimer : pour les États-Unis, c'est le pluralisme et les élections libres ; pour l'URSS, c'est un régime qui s'oppose au fascisme et à l'« impérialisme ».

5. Il présente l'URSS comme la base du camp antifasciste et demande aux partis communistes du monde entier de s'aligner sur elle, ce que fait le Kominform.

Exercice 12 : Deux discours, deux visions du monde

1. Le document 1 est le discours du président américain devant le Congrès (12 mars 1947), destiné aux parlementaires et à l'opinion américaine ; le document 2 est un rapport du dirigeant soviétique Jdanov (septembre 1947), destiné aux partis communistes européens.

2. Truman oppose deux « modes de vie », l'un libre, l'autre fondé sur la contrainte ; Jdanov oppose deux camps, l'un « impérialiste et antidémocratique », l'autre « anti-impérialiste et démocratique ».

3. Truman parle de « terreur », d'« oppression » et d'élections truquées ; Jdanov parle d'« impérialisme », de « fascisme » et de forces « réactionnaires ».

4. Les deux textes divisent le monde en deux camps antagonistes et demandent à chaque pays de choisir : il n'y a pas de position intermédiaire ; chaque camp se proclame le défenseur de la liberté et de la démocratie.

5. Parce que chacun présente l'autre comme une menace pour la paix et la liberté, ce qui justifie l'aide économique, les alliances et la méfiance réciproque.

Exercice 13 : Yalta : la promesse et la pratique

1. Le document 1 est un texte officiel signé par Roosevelt, Churchill et Staline à Yalta en février 1945 ; le document 2 est un rapport du dirigeant soviétique Jdanov en septembre 1947.

2. De pouvoir choisir leurs institutions et d'organiser « aussitôt que possible » des élections libres de gouvernements « répondant à la volonté des peuples ».

3. Comme des pays qui ont « rompu avec l'impérialisme » et se sont engagés fermement sur la voie du « développement démocratique », donc comme des démocraties alliées de l'URSS.

4. Selon les Occidentaux, non : dans ces pays, les gouvernements sont contrôlés par les communistes sous la pression de l'Armée rouge, et les élections ne sont pas libres ; pour Moscou, ces pays sont démocratiques parce qu'ils sont antifascistes et alliés de l'URSS.

5. Pour les Occidentaux, la démocratie est le pluralisme politique et les élections libres ; pour l'URSS, c'est un régime dirigé par le parti communiste qui élimine l'influence des anciens partis et des élites « réactionnaires ».

Exercice 14 : Les accusés de Nuremberg

1. Photographie prise à Nuremberg en 1945-1946 pendant le procès du Tribunal militaire international, conservée aux Archives nationales américaines.

2. Au premier rang, assis sur un banc de bois, Göring, Hess, Ribbentrop et Keitel, en costume ou en uniforme sans insignes ; derrière eux, d'autres accusés ; à droite, des soldats américains en casque blanc debout, qui les surveillent. L'ambiance est grave et sans mise en scène.

3. Nuremberg avait accueilli les congrès du parti nazi et donné son nom aux lois raciales de 1935. Le procès y a une valeur symbolique ; le palais de justice était en outre l'un des rares bâtiments intacts avec une prison.

4. Les accusés sont jugés personnellement : chacun répond de ses propres actes et ne peut pas se cacher derrière l'État ou les ordres reçus.

5. Les juges sont ceux des puissances victorieuses et aucun crime des Alliés n'est jugé. Mais les droits de la défense sont respectés, il y a des acquittements, et les principes de Nuremberg servent de base ensuite à la justice pénale internationale.

Exercice 15 : Le plan Marshall en images et en mots

1. Le document 1 est une affiche de propagande américaine de la fin des années 1940 ; le document 2 est un extrait du discours du secrétaire d'État américain George Marshall à l'université Harvard le 5 juin 1947.

2. Un moulin à vent dont les pales sont les drapeaux des pays européens, devant un ciel contrasté. Le slogan « Whatever the weather, we only reach welfare together » est inscrit en gros caractères jaunes. On distingue notamment les drapeaux du Royaume-Uni, de la France, de la Grèce, de la Turquie et du Danemark, et un drapeau américain en bas à gauche.

3. Rétablir la santé économique du monde, lutter contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos, et permettre la naissance de conditions où des institutions libres peuvent exister.

4. L'affiche met en scène la coopération européenne (les drapeaux réunis), l'effort commun (le moulin) et le bien-être (« welfare ») : elle illustre le but de reconstruire l'économie ensemble.

5. L'URSS pense que les crédits américains lient les Européens aux États-Unis, ouvrent leurs marchés et leur imposent un mode de développement : elle interdit à ses satellites d'y participer.

Exercice 16 : Le pont aérien de Berlin

1. Photographie colorisée de l'aéroport berlinois de Tempelhof, prise pendant le pont aérien, en 1948-1949.

2. Un gros avion de transport quadrimoteur est en train de se poser au-dessus d'un monticule de gravats sur lequel des enfants, des femmes et un homme en uniforme regardent en levant la tête. Dans le fond, on voit des immeubles de Berlin.

3. Staline bloque en juin 1948 les routes, voies ferrées et canaux vers Berlin-Ouest ; pour ne pas abandonner la ville et éviter un affrontement, les Occidentaux la ravitaillent par les couloirs aériens.

4. L'image montre des Berlinois, notamment des enfants, accueillant les avions comme un espoir : elle valorise les Américains protecteurs d'une ville assiégée.

5. Le blocus montre que l'Allemagne, divisée par la rivalité des deux Grands, est un enjeu majeur ; le pont aérien montre que chacun évite l'affrontement direct, ce qui est la logique de la guerre froide.

Exercice 17 : Potsdam, juillet 1945

1. Photographie en couleurs prise en juillet 1945 dans le jardin du palais Cecilienhof, à Potsdam, près de Berlin, lors de la conférence de Potsdam.

2. Trois hommes sont assis côte à côte dans des fauteuils en osier, dans un jardin fleuri ; derrière eux, des diplomates et des militaires debout ; au premier plan, des photographes et des caméramans.

3. Elle donne l'image d'une alliance unie des vainqueurs, alors que les tensions sont déjà fortes : elle est destinée à rassurer les opinions.

4. Division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation et frontière provisoire Oder-Neisse avec la Pologne ; dénazification et démilitarisation de l'Allemagne.

5. Les désaccords portent sur les réparations allemandes, l'avenir de l'Europe orientale et le contrôle de l'Allemagne ; la bombe atomique, dont Truman informe Staline, accroît la méfiance.

Exercice 18 : Recherche guidée : le pont aérien de Berlin

Réponses attendues : début du blocus : 24 juin 1948 ; cause : réforme monétaire dans les zones occidentales (20 juin 1948) et refus de la division de l'Allemagne ; début du pont aérien : 26 juin 1948 ; fin du blocus : 12 mai 1949 ; le pont aérien se poursuit jusqu'au 30 septembre 1949 pour constituer des stocks ; plus de deux millions de tonnes de marchandises (charbon, nourriture, lait en poudre) ; les Berlinois appellent les avions « bombardiers de raisins secs » (Rosinenbomber) parce que des pilotes lançaient des bonbons aux enfants. Pour la comparaison, les chiffres peuvent varier selon les sites : on retiendra l'ordre de grandeur et on citera la source.

Exercice 19 : Pourquoi l'alliance entre les vainqueurs se brise-t-elle ?

Texte modèle. L'alliance des vainqueurs repose sur un ennemi commun, l'Allemagne nazie : une fois celle-ci vaincue, les désaccords apparaissent. Dès Yalta et Potsdam, les trois Grands ne s'entendent pas sur l'avenir de l'Europe orientale, où l'Armée rouge installe des gouvernements communistes malgré la promesse d'élections libres, ni sur le sort de l'Allemagne et les réparations.

Ensuite, les deux puissances défendent deux modèles incompatibles : la démocratie libérale et l'économie de marché pour les États-Unis, le communisme et le parti unique pour l'URSS. En mars 1947, la doctrine Truman engage les États-Unis à soutenir les peuples libres, et le plan Marshall de juin 1947 lie économiquement l'Europe occidentale aux Américains. En septembre, le rapport Jdanov répond en affirmant qu'il y a deux camps et crée le Kominform. Le blocus de Berlin de 1948-1949 confirme la rupture. Ainsi, la rivalité entre deux modèles et la défiance réciproque ont remplacé l'alliance de guerre par la guerre froide.

Exercice 20 : Vrai ou faux ? Je justifie

1. Faux. Elle est signée à San Francisco le 26 juin 1945 ; Yalta (février 1945) a seulement prévu la conférence.

2. Vrai. Ce sont les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni, la France et la Chine.

3. Vrai. Ce sont les trois catégories prévues par le statut du Tribunal militaire international.

4. Faux. L'URSS le refuse et interdit à ses satellites d'y participer ; il bénéficie à 16 pays d'Europe occidentale.

5. Vrai. Du 24 juin 1948 au 12 mai 1949.

6. Vrai. La RFA est proclamée le 23 mai et la RDA le 7 octobre 1949.

Exercice 21 : Qui est-ce ?

1. Président des États-Unis de 1933 à sa mort en avril 1945 ; l'un des trois Grands à Yalta.

2. Dirigeant de l'URSS, vainqueur de l'Allemagne nazie ; il impose son contrôle sur l'Europe de l'Est et déclenche le blocus de Berlin.

3. Président des États-Unis depuis avril 1945 ; il donne son nom à la doctrine d'endiguement du communisme (12 mars 1947).

4. Général puis secrétaire d'État américain ; il propose en juin 1947 l'aide économique à l'Europe qui porte son nom.

5. Dirigeant soviétique, il expose en septembre 1947 la doctrine des deux camps lors de la

fondation du Kominform.

6. Juge américain, procureur général pour les États-Unis au procès de Nuremberg.

Exercice 22 : Pourquoi les vainqueurs créent-ils l'ONU et un tribunal international ?

1. Il faut une organisation plus forte, avec un Conseil de sécurité qui peut décider de mesures contre un agresseur et la participation des grandes puissances, notamment des États-Unis et de l'URSS.

2. Pour la première fois, des dirigeants d'un État sont jugés par un tribunal international pour des crimes contre la paix et contre l'humanité, avec des peines individuelles.

3. Un membre permanent peut empêcher toute décision qui le gêne ; l'ONU est donc bloquée quand les Grands s'opposent.

4. Le veto est utilisé très souvent dans les premières années ; l'ONU devient un lieu d'affrontement entre les deux blocs et son action est limitée dans les crises majeures.